

LIGUE DE HANDBALL DE BANGUI

L.H.B

Tél : 75508436/72508436

Courriel : [lhb-bangui@gmail.com](mailto:lhb-bangui@gmail.com) ; [jszangbe2@yahoo.fr](mailto:jszangbe2@yahoo.fr), Bangui RCA

Instagram: @lhb-bangui Facebook: lhb-bangui

**CLASSEMENT DE LA 1<sup>er</sup> et 2 JOURNEE**

N°	MJ	M.J	V	N	D	B.M	B.E	A	2'	Di	E	Pts
1	As Cobra	02	02	00	00	37	19	02	04	02	00	06
2	As Saint Sauveur	02	01	00	01	49	49	02	04	00	00	04
3	Dauphin	01	01	00	00	33	23	01	03	00	00	03
4	Anges de Benz-Vi	01	01	00	00	32	31	00	02	00	00	03
5	Black-Star	01	01	00	00	31	22	02	02	00	00	03
6	Zarasclo	02	00	00	02	35	53	02	05	01	00	02
7	Padré-Pio	01	00	00	01	31	32	01	01	01	00	01
8	Lions de Benz-Vi	02	00	00	02	22	31	01	01	02	00	01

**INTERPRETATION :**

- M.J : Match Joué ;
- V : Victoire ;
- N : Nul ;
- D : Défaite ;
- B.M : But Marqué ;
- B.E : But Encaissé ;
- A : Avertissement ;
- 2' : 2 minutes
- Di : Disqualifié ;
- E : Exclusion ;
- Pts : Points.

**NB :**

Le championnat de la ligue se jouera en **trois (03) tours** ;

Les **quatre (04)** premiers du championnat participeront au tournoi de **PLAY-OFF** pour déterminer le vainqueur du championnat.

**LANOCA**

LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

N° RCCM: CA/BG/2021A605 Tel: (+236) 75030894/ 72550168 Mail: [journalanoca@gmail.com](mailto:journalanoca@gmail.com)  
 Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO/ Compte bancaire: BPMC 37102775401-08  
 Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

**LE MASSACRE DE MOSCOU****Nation**

**Est-ce que l'opposition démocratique serait disposée à accepter la main tendue du Président TOUADERA ?**

**Infrastructures routières**

**La MINUSCA fait savoir qu'elle a investi plus de 5 milliards de FCFA dans la construction et la réparation des routes en RCA**

**Elections locales**

**L'Association Soleil de Centrafrique monte au créneau**

**Nécrologie**

**Décès de Mgr Tadeusz KUSY, évêque du diocèse de Kaga-Bandoro**

**Sport**

**Classement provisoire de la ligue de handball de Bangui**

SOMMAIRE

- Est-ce que l'opposition démocratique serait disposée à accepter la main tendue du Président TOUADERA ? ..page 2,3
- Femmes et élections : le mot d'ordre de l'ASCA ...page 4
- La MINUSCA fait savoir qu'elle a investi plus de 5 milliards de F CFA dans la construction et la réparation des infrastructures routières en RCA ...Page 4
- Décès de Mgr Tadeusz KUSY, évêque du diocèse de Kaga-Bandoro... ..page 5
- LE MASSACRE DE MOSCOU....Page 6,7
- Handball : Classement provisoire de la ligue de handball de Bangui ...Page 8

**Est-ce que l'opposition démocratique serait disposée à accepter la main tendue du Président TOUADERA ?**

*Le 30 mars 2024, Faustin Archange TOUADERA, Président de la République Centrafricaine, a célébré le troisième anniversaire de son second mandat. Le Chef de l'État a profité de cette journée de célébration pour lui, son parti et ses alliés politiques afin de faire le bilan du pays depuis sa prise de fonction le 16 mars 2016. Depuis huit ans, Faustin Archange TOUADERA dirige la République Centrafricaine. Il existe des progrès mais également des erreurs et faiblesses dans la gestion du pays.*



*pit de nos divergences d'opinions, nous devons travailler ensemble. Nous devons vivre en paix et dans l'unité. Car seule notre unité, notre marche ensemble et le travail opiniâtre nous ferons connaître des progrès », a dit le président TOUADERA, le 30*

Le 30 mars 2024, l'assemblée nationale, Mathieu Sarandji a présenté son ami collègue enseignant à l'université comme l'homme de la situation, le sauveur des Centrafricains, depuis la tribune de l'assemblée nationale. Suite à la déclaration du Président de l'Assemblée nationale, des responsables des comités de soutien aux actions politiques du Président TOUADERA ont également exprimé leur admiration pour la façon dont le "Champion" dirige le pays, ce qui a renforcé la confiance de la communauté internationale qui a rétabli ses liens avec la République Cen-

trafricaine. Le 30 août 2023, une nouvelle constitution adoptée en République centrafricaine, ce qui a conduit au retour du pays à la 7e République centrafricaine, avec de nouvelles dispositions telles que le mandat illimité du pouvoir présidentiel. Dans notre éditorial d'aujourd'hui, nous nous sommes inspirés du long discours du Président de la République du 30 mars 2024, où il a encore une fois tendue la main à l'opposition démocratique : « Je ne me laisse point de tendre la main de paix et d'unité à nos Compatriotes égarés et à l'opposition démocratique. En dé-

Suite à la page 3

Suite de la page 6 térieure et la participation dans « l'exfiltration » de la partie ukrainienne, mais en plus, toute une série d'éléments accompagnant la réalisation de l'actuel attentat terroriste paraissent être différents du modus operandi classique et connu de l'EI. De même, les attentats qui ne peuvent être interprétés autrement que terroristes selon les lois de la guerre et le code pénal de n'importe quel pays au monde, perpétrés par les représentants des autorités de Kiev depuis 2014 et, surtout, depuis 2022 contre les populations civiles, dont plus d'une centaine de bombardements prémédités des quartiers résidentiels dépourvus de la moindre infrastructure militaire du Donbass, de la région de Belgorod et de la région de Briansk, ainsi que les assassinats et les tentatives d'assassinats contre des personnalités publiques russes avec le mode opératoire propre à des organisations terroristes - ces actes répertoriés par les autorités judiciaires russes ne peuvent pas ne pas être prise en compte lors de l'évaluation de la « piste ukrainienne » dans les événements du 22 mars. Les nombreuses déclarations publiques criminelles des hauts responsables ukrainiens, tels que celle de Boudanov, patron de la direction générale des renseignements du ministère de la défense de l'Ukraine : « Nous allons tuer des russes partout dans le monde » et celle de Piotr Vroublevsky, ambassadeur d'Ukraine au Kazakhstan : « Plus nous allons tuer des russes maintenant - moins nos enfants en auront à tuer à l'avenir » - n'aident pas non plus Kiev dans ses affirmations que sa participation dans la tuerie des russes à Moscou est totalement impensable. Les éléments sur lesquels s'appuie l'Occident collectif pour désigner l'EI comme le seul et unique coupable du crime perpétré sont d'une superficialité flagrante. En mettant de côté les organisations appropriément terroristes, il est à noter que les services de renseignements de la plupart des pays ont l'action « sous faux pavillon » parmi les méthodes de mise en place et de réalisation de leurs projets.

Nulle personne raisonnable, en core moins ayant de l'expertise sur le sujet, ne peut exclure l'hypothèse qu'une partie intéressée par la réalisation d'un acte terroriste, sans pour autant s'afficher, peut aisément trouver et contacter des sympathisants de mouvances islamiques en se faisant passer pour des représentants de « l'Etat Islamique » et en les poussant à commettre des crimes. Guère besoin de mentionner la facilité avec laquelle les réels commanditaires et organisateurs, qui n'ont rien à voir avec l'EI, peuvent fournir aux exécutants un drapeau du groupe islamique et leur demander d'envoyer des photos où ils figureront sur son fond, afin d'assurer « l'alibi » des véritables auteurs. De même pour le tournage vidéo du déroulement de l'action terroriste. Les faire passer, ensuite, au « service de communication » de l'EI est la plus facile des tâches d'un tel « intermédiaire ». La stigmatisation des musulmans Tous ceux qui ont l'habitude de mettre les terroristes islamistes dans le même panier avec l'intégralité du monde musulman ont trouvé dans l'attentat terroriste dans la salle de concert et de spectacles « Crocus City Hall » de Moscou des éléments supplémentaires en faveur de leurs thèses. Il est important non seulement de leur rappeler que les premières victimes des islamistes radicaux par le monde sont les musulmans, mais également de leur apprendre qu'un des héros de « Crocus » qui a sauvé plus d'une centaine de personnes durant ce funeste événement est un musulman. Il s'appelle Islam Halilov et ce n'est qu'un garçon de 15 ans. Un écolier ordinaire qui travaillait à temps partiel dans la garde-robe de « Crocus » et qui a fait sortir les gens du bâtiment lors de l'attaque terroriste. Durant l'attaque et les tirs qui ont suivi, au lieu de paniquer et de partir en courant, Islam a guidé les gens vers les bonnes sorties en mettant sa propre vie en danger de mort. Constatant que la foule se dirigeait vers une impasse, l'adolescent a tout pris en main et a commencé à diriger l'évacuation. Il a pu guider les gens hors du passage étroit à travers

l'immeuble de bureaux jusqu'à la rue, en prenant le soin d'être le dernier du groupe guidé à quitter les lieux. Il est à savoir également qu'un grand nombre de soldats de l'armée russe de confession musulmane a directement participé à l'interpellation des terroristes dans la forêt de la région de Briansk, limitrophe de l'Ukraine. Par un concours de circonstances, le propriétaire de « Crocus City Hall », lieu de la tragédie, est également de confession musulmane. Ceci est sans rappeler les faits du mois d'août 2023, quand le tristement célèbre pilote Maxime Kouzminiv - un Russe ethnique - a trahi son pays et a fait assassiner son propre équipage en amenant contre de l'argent l'hélicoptère de l'armée russe du côté ukrainien. L'un des deux membres d'équipage assassiné, copilote Houchbaht Toursounov, un officier et vrai patriote de Russie, était non seulement de confession musulmane, mais en plus de la même origine que les quatre terroristes de « Crocus » - tadjik. La Fédération de Russie est non seulement un grand pays, mais une grande nation. Nation composée de plus de 190 ethnies originaires du pays, dont près de 60 sont de confession musulmane et qui font sa grande richesse de diversité consolidée au sein d'une seule patrie commune. Aucune action terroriste ne peut ébranler l'unité de la Fédération. L'effet escompté par les commanditaires et organisateurs de l'attentat terroriste que Moscou vient de vivre et à l'opposé de celui obtenu - la reconsolidation de la nation dans la lutte que le pays est en train de mener contre le terrorisme et l'obscurantisme sous toutes ses formes et manifestations. Les coupables seront identifiés et recevront le châtiment en adéquation avec les crimes commis. Oleg Nesterenko Président du CCIE (www.ccie.eu) (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



LANOCA

<b>Directeur de Publication et de rédaction</b> Arsène- Jonathan MOSSEAVO	<b>Hénoch Hector DOTIGUI</b>
<b>Secrétaire de rédaction</b> Steven LANZARAS	<b>Point de Vente</b> Kiosque GEPPIC/ Centre-ville
<b>Rédacteur</b> Diane Marème	<b>Distribution</b> Louis Maurice SER- VICE
<b>Rédacteur</b> Katrine Vardysky	<b>Infographie et PAO</b> Rachid Medhi Ahmed
<b>Rédacteur</b> Clem Patrick	<b>Imprimerie</b> Dauphin Royal
<b>Rédacteur</b> Gambe	<b>JOURNAL</b> <b>LANOCA</b>
<b>Rédacteur</b> Husseini Mahamat	<i>Les Acteurs Nouveaux de l'Afrique</i>
<b>Rédacteur</b> Terence Gavenne	

## LE MASSACRE DE MOSCOU

Plus personne au monde n'ignore l'événement qui a eu lieu à Moscou, le 22 mars 2024 : l'acte terroriste qui a emporté la vie de 139 victimes civils, dont trois enfants, et a fait 182 blessés, selon le dernier bilan du comité d'enquête russe.



Nul besoin de mentionner les détails de la barbarie qui a eu lieu, dont l'égorgeage face à la caméra d'un blessé par balle déjà couché par terre, le tir à bout portant dans la tête d'une fillette et tant d'autres moments d'horreur pour comprendre que ce ne sont pas des êtres humains, mais des animaux sans âme, des barbares, que sont les exécutants, les organisateurs et les commanditaires de ce macabre événement.

Le narratif Occidental

La réaction immédiate américaine désignant l'organisation terroriste « l'Etat Islamique » en tant que commanditaire, organisateur et exécutant unique du crime - et ceci sans la présentation de la moindre preuve sérieuse à l'appui - est un narratif de plus suivi en écho par l'ensemble des pays-satellites américains et introduit dans le but de manipuler l'opinion des masses.

Le narratif qui ne démontre aucune corrélation sérieuse avec l'ensemble d'éléments connus pour être considéré comme probant est une preuve directe qu'il ne s'agit que d'une déclaration politique dans le cadre de la guerre d'information globale menée par l'Occident collectif contre l'adversaire qui est la Russie.

23 ans après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis - tout n'est pas encore clair sur l'événement en question pour l'administration américaine ; 2 ans après le sabotage des gazoducs

« Nord Stream » - rien n'est clair pour l'administration américaine ; 12 heures après l'attentat de Moscou - tout est clair et définitivement certain pour la Maison Blanche.

La publication par le présumé EI d'une photo des exécutants des crimes sur fond du drapeau de l'organisation et d'une vidéo filmée par l'un des terroristes au moment du carnage (présumé, car initialement publiées en dehors des principales ressources internet de l'organisation) ne peut en aucun cas, judiciairement, faire exclure toute autre hypothèse concernant les réels commanditaires et organisateurs du crime.

Nous connaissons toute une série d'actes terroristes par le monde et des événements qui pourraient être qualifiés de tels, quand l'EI a promptement revendiqué la responsabilité. Des revendications qui se sont avérées par la suite être parfaitement mensongères.

Les exemples les plus connus des fausses revendications par l'EI ne serait-ce que pour la Russie : - en 2017, l'EI a revendiqué une attaque terroriste contre le bâtiment du FSB dans le territoire de Khabarovsk. Il a été prouvé par la suite qu'en réalité, c'est un individu porteur de l'idéologie néonazie qui avait ouvert le feu sur des personnes avec une carabine qu'il avait auparavant volée dans un stand de tir ;

- la même année, « l'Etat Islamique » a également revendiqué la

responsabilité d'une explosion dans un supermarché (« Perekrestok ») à Saint-Petersbourg. En réalité, l'explosion avait été perpétrée par un hindou déséquilibré ;

- l'EI a également assumé la responsabilité dans l'explosion d'un immeuble dans la région de Moscou, sans même prendre le soin de se renseigner sur les détails de l'événement avant de publier sa revendication. Ce n'était, en réalité, qu'une explosion de gaz domestique dans un bâtiment en construction, un simple accident du chantier et il n'y avait personne à l'intérieur du bâtiment.

Contrairement au bloc des pays de l'Otan qui, dès les premières minutes de prise de connaissance de l'acte terroriste perpétré à Moscou, a fait désigner le coupable en se basant sur des éléments superficiels et en réfutant d'une manière la plus ferme toute probabilité de l'existence d'autres auteurs possibles et en déclarant haut et fort qu'en aucun cas et sous aucun prétexte les autorités ukrainiennes ne peuvent être derrière l'organisation de l'acte terroriste qui a eu lieu - les organismes compétents de la Fédération de Russie ont entamé le processus de l'investigation. Ce n'est qu'au terme dudit processus et à la condition de l'obtention des résultats appuyés par des preuves judiciairement recevables que les véritables commanditaires du crime seront désignés.

La piste ukrainienne

La mise en cause primaire des autorités ukrainiennes dans l'attentat terroriste qui a eu lieu n'est qu'une piste qui n'exclue aucune autre.

Cette piste est considérée comme probante par les autorités de Moscou et ceci pour des raisons parfaitement tangibles. Non seulement le départ des terroristes, immédiatement après l'exécution de leur acte, était vers l'Ukraine et non pas vers une autre destination, dont la traversée de la frontière russo-ukrainienne qui est une ligne de front est hautement improbable sans une préparation ul-

Suite à la page 7

Suite de la page 2 avant toute discussion : l'arrestation du député Dominique Yandocka et les poursuites judiciaires contre Crépin MBOLIGOUMBA, président du PATRI et coordonnateur du BRDC. Il est possible que cela soit utilisé comme des arguments persuasifs pour légitimer la rupture du dialogue démocratique et la division de l'espace civique entre l'opposition et le régime.

Certes, ces faits sont véridiques, mais il convient de noter que l'opposition dite démocratique est aujourd'hui fragilisée par l'exécutif à tous les échelons en Centrafrique. Les partis politiques réunis dans la Coalition de l'opposition démocratique 2020 (COD-2020) ont refusé de participer au dialogue républicain, ce qui a entraîné une division au sein de la COD-2020, en particulier au sein du parti du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) et des démissions en cascade. Deux courants du MLPC sont présents depuis mars 2022 : le MLPC courant originel dirigé par Gabriel Jean Edouard KOYAMBONOU et l'autre MLPC de Martin ZIGUELE. Le parti, Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) est aussi en crise et divisé. Le Parti national pour un Centrafrique nouveau (PNCN) a également quitté l'UFDO en raison de la mauvaise gestion de l'argent débloqué pour la campagne référendaire.

L'Union des forces démocratiques de l'opposition (UFDO) a été fondée en réponse à ces désaccords et soutient les actions du Président TOUADERA. **Les insultes et les messages haineux sur les réseaux sociaux**

Les médias sociaux sont devenus le lieu où les partis politiques en crise et les communicants du régime peuvent exprimer leur point de vue : divulgation des communiqués de presse, rapports des réunions, etc. Certains politiciens et partisans du parti MCU ont également profité des réseaux sociaux pour causer du tort à cer-

taines personnalités. La classe politique en général et l'opposition démocratique en particulier sont encore plus fragilisées par cette mentalité. Il ne faut pas traiter les véritables problèmes du pays sur les réseaux sociaux.

**La Constitution du 30 août 2023 ne fait pas toujours l'unanimité**

En effet, la constitution nouvelle de la République centrafricaine n'est pas adoptée à l'unanimité. La nouvelle constitution, selon plusieurs partis politiques d'opposition, en particulier le B.R.D.C, ne fera que légitimer le pouvoir sans résoudre les véritables problèmes des populations. D'après les dirigeants du BRDC, TOUADERA souhaite conserver son pouvoir pour toujours. Selon Faustin Archange TOUADERA, le 30 mars 2024 à l'Assemblée nationale, la constitution de la 7e République est la réponse aux problèmes qui ont empêché la RCA d'émerger à tous les niveaux :

« (...) La 7ème République qui se veut révolutionnaire ne sera pas ouverte à tous ceux qui pensent que les responsabilités publiques et les hautes positions politiques sont des opportunités d'enrichissement et du profit personnel, au détriment de la population ».

**Les défis et responsabilités**

Être dans l'opposition n'est donc pas un statut définitif. Ces élus cherchent à restreindre la marge de manœuvre de la majorité au pouvoir pour essayer, lors des prochains scrutins, de s'y substituer. Cependant, dans la situation actuelle, l'opposition décline sa candidature aux élections locales qui se dérouleront le 24 octobre 2024. Est-ce que cette prise de position pourrait encore plus déconnecter l'opposition des populations? La fonction de l'opposition est de représenter les citoyens qui ne sont pas impliqués dans la politique du gouvernement et défendue par la majorité du Parlement. Il y a des élus d'opposition qui représentent l'ensemble du corps social, y compris des minorités.

De plus, il est essentiel que l'opposition joue un rôle d'alternative politique en proposant un projet différent de celui de la majorité et en le défendant également publiquement. Le pluralisme politique, qui est l'un des piliers de la démocratie, nécessite l'existence de plusieurs programmes politiques et la possibilité pour le citoyen d'exprimer sa préférence entre ceux-ci. Un obstacle du côté du pouvoir réside dans le fait que le Ministère de la sécurité peut parfois refuser d'autoriser les réunions publiques de l'opposition (meeting). Cependant, du côté des partisans du pouvoir, les manifestations sont autorisées. Cependant, la loi interdisant les manifestations publiques ne s'applique pas uniquement aux partis politiques de l'opposition ou aux organisations de la société civile.

Une des conditions essentielles du fonctionnement démocratique du régime est la formation d'une ou plusieurs forces d'opposition et leur libre expression au sein des institutions et des lieux publics. En conclusion, le bon fonctionnement d'un régime démocratique est évalué en fonction de la capacité des citoyens à décider de leur avenir politique. Les différentes fonctions de l'opposition incluent :

ü De représenter l'ensemble de la société (et non seulement les citoyens qui sont en accord avec la majorité au pouvoir) ;

ü De préserver un contre-pouvoir (en faisant des compromis avec la majorité) ;

ü De présenter une alternative politique. La « main tendue de paix et d'unité » du Président Faustin Archange TOUADERA doit se concrétiser par une proposition de rencontre avec les leaders politiques de l'opposition pour discuter ensemble les possibilités de cogestion au bénéfice des populations centrafricaines vivant sur le territoire et ailleurs.

**Arsène Jonathan MOSSEAVO**

Femmes et élections : le mot d'ordre de l'ASCA

Le mercredi 27 mars 2024, l'association Soleil de Centrafrique a tenu un atelier destiné aux membres de la société civile, aux femmes professionnelles de l'information et aux étudiantes. Le but de cet atelier est de sensibiliser la communauté féminine à l'importance de l'engagement et de la participation réelle des femmes et des jeunes filles aux prochaines élections, ainsi qu'à l'accès facile aux médias pour les femmes pendant ces périodes.



responsables pour leur manque d'autonomie dans les grandes instances de décision du pays, ainsi que sur la scène politique. Cependant, il est également important de leur fournir une estimation des problèmes et des crises qui entravent la réalisation de cette aspiration féminine. Donc, l'engagement des femmes spécialisées dans les médias lors de cette importante réunion de discussion constitue un avantage important pour la responsable de l'association Soleil de Centrafrique (ASCA). D'un côté, le fait que la parole n'est toujours largement donnée aux hommes pendant les élections en Centrafrique est dû sans aucun doute au fait que les médias ne sollicitent pas autant que les candidats masculins pour promouvoir leurs projets de société, au détriment de quelques femmes qui, bien que politiquement ambitieuses, nécessitent un soutien de la part des professionnels des médias en raison des réalités importantes dans le contexte de l'émancipation des femmes, qui demeure un défi que chacun doit relever. Par ailleurs, il est essentiel que les médi-

as permettent aux femmes d'avoir un accès raisonnable aux instances de prises de décisions et de les promouvoir à travers des magazines et des émissions exclusivement dédiées à leurs activités. L'une des femmes rédactrices présentes à cet atelier, Belvia Espérance Refeibona, a, de son côté, déjà envisagé une nouvelle stratégie que son journal, l'Oubangui-Médias, va mettre en œuvre pendant les élections afin de soutenir la candidature et la campagne des femmes. Il serait effectivement question de petits podcasts que le journal diffuserait en ligne dans les deux langues, incluant des versions papier sous forme de portraits ou d'autres genres pour soutenir les candidatures des femmes. En conclusion de la séance, Epiphanie Nambozouïna, la coordinatrice, a exprimé sa gratitude envers la MINUSCA pour avoir répondu positivement à l'attente de l'ASCA. Et demande aussi à l'ONU de soutenir favorablement le prochain projet de sensibilisation de masse en tant qu'émission publique afin d'attirer l'attention des femmes et des jeunes filles sur d'autres grandes thématiques qui demeurent toutefois confidentielles.

Allahrdi Aristide Allayam

La question de la participation et de l'accès des femmes et des jeunes filles aux médias pendant les périodes électorales a suscité de nombreuses idées, exemples et recommandations afin de favoriser un déroulement favorable et équitable pour les femmes qui se présenteront aux prochaines échéances électorales qui se profilent à grands pas. Cet atelier d'une journée n'a pas seulement permis de mettre en lumière les vulnérabilités et les obstacles auxquels ces femmes pourraient être

La MINUSCA fait savoir qu'elle a investi plus de 5 milliards de F CFA dans la construction et la réparation des infrastructures routières en RCA

Le Porte-parole de la MINUSCA, Vladimir MONTEIRO, a fait part de ces données lors de la conférence de presse hebdomadaire du mercredi 27 mars 2024. La contribution de la MINUSCA vise à résoudre les problèmes logistiques qui entravent la circulation dans le pays et à renforcer la mobilité des forces onusiennes et centrafricaines, ainsi que leur capacité à garantir la sécurité et la protection des civils sur tout le territoire national.



Dans les cycles budgétaires 2022-2023 et 2023-2024, un montant total de 8,820,439 de dollars a été dépensé, grâce aux fonds programmatisés et aux projets à impact rapide de la Mission. Cela a permis de financer la rénovation de routes, de ponts et d'aérodromes dans les préfectures de Ouham-Pendé, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadei. La MINUSCA a contribué à la construction de 2,5 km de routes asphaltées à Bangui et à la réparation et à l'entretien d'environ 580 km de routes dans le reste du pays, pour un montant total de 4.139.195 de dollars

(2.487.656.195 de francs CFA). Sur l'axe Grimari-Bakala, sur les rivières Namagbio et Libala dans la sous-préfecture de Berberati, sur la rivière Yata à Birao, sur les axes Irabanda et Yalinga, Zemio-Mboki, Mboki-Obo et Obo-Bambouti, 68 ponts en bois ont été rénovés. Des ponts métalliques ont été installés en remplacement de huit ponts en bois. Les forces de génie militaire de l'ONU ont notamment participé à la rénovation des routes, des ponts et autres infrastructures de passage afin de faciliter la circulation des personnels et des moyens de transport ainsi que celle des populations. Dans la préfecture du Haut-Mbomou, le ferry à Kere et Kadjema a été rénové par les casques bleus de la MINUSCA, qui travaillent actuellement sur le ferry à Dembia. Les travaux de réparation du pont Tambia, situé au PK36 sur l'axe Alindaou-Bambari, sont également en cours. L'amélioration des routes, ponts et aérodromes par la MINUSCA impacte grandement sur la mise en œuvre du mandat de protection des civils, en contribuant à une plus grande mobilité et flexibilité de la Force de la Mission, en cas de déploiement, d'organisation de patrouilles actives et d'opérations conjointes dans les zones à risque. De même, ces infrastructures aident à ren-

forcer les capacités de mobilité des forces de défense et de sécurité ainsi que des officiels centrafricains. Les populations en tirent également profit avec la facilitation de leur circulation, l'accès aux services essentiels et l'exercice de leurs activités économiques. La MINUSCA compte poursuivre son appui pour améliorer les infrastructures logistiques et prévoit d'allouer 990.374 de dollars (595.214.774 de francs CFA) au cours de l'exercice budgétaire 2024-2025. Ce montant permettra notamment l'acquisition de ponceaux en béton et de nouveaux ponts métalliques. L'appui multiforme de la MINUSCA ont contribué indéniablement à restaurer la paix et la sécurité en République Centrafricaine mais la MINUSCA déplore avec amertume ce dernier temps des compagnes de désinformation qui sont menées notamment dans les médias sociaux ne fait pas unanimité au progrès qu'elle mène dans le processus de paix durable pour dans le pays. La MINUSCA réaffirme son engagement à poursuivre la mise en œuvre impartiale de son mandat en RCA, en appui aux efforts du gouvernement, au bénéfice du peuple centrafricain. De même, elle poursuivra le combat contre la désinformation en collaboration avec les partenaires concernés.

Aubin Ndata

Décès de Mgr Tadeusz KUSY, évêque du diocèse de Kaga-Bandoro

Evêque du diocèse de Kaga-Bandoro, Mgr Tadeusz Kusy, s'est éteint à Bangui, le dimanche 31 mars 2024 à 5h du matin à l'âge de 73 ans. Mgr Kusy, a été nommé évêque coadjuteur du diocèse de Kaga-Bandoro, le 28 juillet 2014 par le Pape François. Il a pris ses fonc-

tion en 2015 après la démission du salésien belge, Mgr Albert Vanbuel qui a atteint la limite d'âge. Mgr Tadeusz Kusy, 73 ans, vit en Centrafrique depuis 35 ans. Son diocèse de Kaga-Bandoro, située à 350 Km de Bangui au nord de la République Centrafricaine. Son corps a été transporté à Bangui, le dimanche 31 mars 2024 afin d'être déposé dans une morgue en attendant les obsèques officielles.

Arsène Jonathan MOSSEAVO

ARCHEVÊCHE DE BANGUI

COMMUNIQUE DE PRESSE

*"Je suis la résurrection et la vie. Qui croit en moi, même s'il meurt, vivra" (Jn 11, 25)*

Son Eminence Dieudonné Cardinal NZAPALAINGA et le presbyterium de l'Archidiocèse de Bangui, ont la profonde douleur d'annoncer à tous les chrétiens, les hommes et les femmes de bonne volonté, le décès de Son Excellence Monseigneur Zbigniew Tadeusz KUSY, évêque de Kaga-Bandoro, décès survenu dimanche le 31 mars 2024.

Son Eminence Dieudonné Cardinal NZAPALAINGA, se joint aux prêtres, religieux, religieuses et les fidèles de l'Archidiocèse de Bangui pour présenter leurs condoléances à l'Eglise Famille de Dieu à Kaga-Bandoro, à l'Ordre des Frères Mineurs Franciscains à Bangui et à toute la famille de notre regretté Pasteur, et les rassurent de leurs prières dans cette douloureuse circonstance.

A cet effet, l'Archevêque de Bangui et tout le presbyterium sont appelés à rester dans la prière.

*« Fidèle serviteur... entre dans la joie de ton Maître » Mt 25, 21*

Fait à Bangui, le 31 mars 2024

Pour l'Archevêché de Bangui  
Le Chancelier  
Abbé Brad-Walter MAZANGUE

Bd Charles De Gaulle - Mission St Paul  
B.P. 798 - BANGUI  
Rép. Centrafricaine

Tél. 73 04 20 20 / 73 44 59 73  
e-mail : nzapalainga@hotm.com  
: archbangui@gmail.com